

Plus de 40 % des écoles du réseau officiel nécessitent une rénovation

■ De nombreuses écoles ont été construites il y a plusieurs dizaines d'années.

Leur durée de vie était alors de vingt ans.

Trois millions trois cent mille mètres carrés. C'est la surface des 2 800 bâtiments qui hébergent les écoles du réseau officiel de la Communauté française (aussi appelé le réseau WBE, pour Wallonie-Bruxelles Enseignement).

Ce réseau, qui accueille 9 % des élèves inscrits en primaire, et 23 % des élèves du secondaire, fait face à d'importants défis en matière d'infrastructure. C'est même l'équivalent de 43 % de sa surface, c'est-à-dire plus d'un million quatre cent mille mètres carrés, qui nécessite une rénovation. "Je ne dis pas qu'il y a un risque en matière de sécurité pour les élèves, explique Mathurin Smoos, directeur du Service général des infrastructures scolaires. Mais il se fait que les bâtiments scolaires du réseau ont été construits avant 1985 pour 84 % d'entre eux. Et beaucoup l'ont été dans les années 1970 et 1980 en industrialisé, c'est-à-dire avec des matériaux bon marché. En fait, à cette époque, les bâtiments étaient pour la plupart construits en vue d'une durée de vie de quinze à vingt ans. On considère donc aujourd'hui que 43 % d'entre eux doivent être rénovés."

En plus d'une espérance de vie déjà largement dépassée, le fait est que ces bâtiments n'ont pas fait l'objet d'une préoccupation énergétique importante à l'époque de leur construction. "Beaucoup comptent encore du simple vitrage et n'ont pas d'isolation, explique encore Mathurin Smoos. De plus, les produits utilisés ne sont plus aux normes. Je pense à l'amiante que l'on retrouve encore, à de vieilles chaudières, ou à des installations électriques qui répondent à d'anciennes normes."

Globalement donc, depuis les années 1980, les bâtiments se dégradent de plus en plus rapidement, et imposent des entretiens de plus en plus compliqués, nombreux et coûteux.

Une absence de vue globale pour les autres réseaux

L'actuel gouvernement PS-CDH à la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est montré conscient de l'ampleur des travaux. "Chaque année, nous pouvons compter sur une dotation récurrente de 48,5 millions, plus des montants extraordinaires qui s'élèvent en moyenne à 13,5 millions, plus, enfin, les 2,5 millions annuels qui sont investis par les établissements eux-mêmes."

Pour l'administration, il faudrait néanmoins que ces montants soient assurés et même amplifiés à l'avenir, tant les coûts liés à la construction et aux normes sont en croissance. "Mais, même si un milliard

tombait sur la table, on ne pourrait jamais tout rénover d'un coup. Les écoles sont occupées par les élèves, ce qui joue sur la vitesse des travaux, et le secteur de la construction ne pourrait de toute façon pas assurer l'ampleur et le nombre des chantiers. Mais il faut néanmoins accélérer les rénovations. Aujourd'hui, les élèves ne sont pas en danger dans leurs écoles mais il y a un risque qu'un nombre croissant de classes doivent être fermées à un horizon de cinq à dix ans. Sans compter que des écoles, si elles ne sont pas mieux équipées ou isolées, pourraient ne plus pouvoir faire face aux frais de chauffage dans les prochaines années", conclut Mathurin Smoos.

Si une vue globale de l'état des infrastructures existe pour le réseau officiel géré par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce n'est pas le cas pour les autres réseaux. Et c'est un problème aux yeux de plusieurs acteurs de l'enseignement. D'autant que la ministre de l'Éducation a dans ses compétences les bâtiments scolaires. "Un cadastre général ne serait donc pas de trop", insistent-ils.

Au niveau des réseaux des écoles des communes et des provinces, les infrastructures sont gérées par les entités locales, ce qui permet parfois une réactivité plus grande pour engager des travaux. Au niveau des écoles libres, le Secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec) souligne que les besoins en travaux sont "considérables" pour ses établissements. "Le problème, souligne-t-il, est qu'il y a un dé financement structurel en la matière. Des chiffres de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) nous permettent d'observer que la Belgique investit proportionnellement entre 3 et 4 % de son budget éducation dans les bâtiments. C'est deux fois moins que la moyenne des autres pays de l'OCDE."

Bosco d'Otreppe

Si une vue globale de l'état des infrastructures existe pour le réseau officiel, ce n'est pas le cas pour les autres réseaux. Et c'est un problème aux yeux de beaucoup.